

Du point de vue politique, les évêques ont souligné dans leur message que la situation politique dans laquelle nous vivons aujourd'hui est une conséquence de la crise persistante due principalement à la non-organisation des élections conformément à la Constitution de notre pays. Pour nos évêques, seul l'accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 contient des pistes de solutions à la sortie pacifique de cette crise. Malheureusement, constatent-ils, par manque de volonté politique, la mise en œuvre intégrale de cet accord est insignifiante, et au mépris de la souffrance de la population, les acteurs politiques multiplient des stratégies pour le vider de son contenu, hypothéquant ainsi la tenue des élections libres, démocratiques et apaisées. Les évêques rejettent des prétendues solutions mises en place qui ne contribuent pas à la cohésion nationale, et qui risquent plutôt de hâter l'implosion du pays en allant contre-courant des idéaux de l'indépendance. L'arrangement particulier qui devrait être finalisé pour la mise en œuvre de cet Accord a été vidé de sa substance par les engagements particuliers non inclusifs. Il faut aussi noter que la loi relative au Conseil National du Suivi de l'Accord et du Processus Electoral (CNSA), organe fondamental dans la mise en œuvre de l'Accord, n'a pas été vraisemblablement inscrite à l'ordre du jour de la dernière session ordinaire du Parlement. Bref, tout va mal dans le pays, et l'on ne sait pas quelle sera l'issue de cette crise politique.

Du point de vue sécuritaire et humanitaire, les évêques déplorent l'insécurité quasi-généralisée à travers le territoire national influe directement sur la vie des personnes. Elle porte atteinte à la dignité humaine et au respect des droits humains. C'est le cas au Grand Kasai où les affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens ont causé beaucoup de pertes en vies humaines. Après neuf mois de conflit, il nous a été signalé à ce jour plus ou moins 3.383 morts, 30 fosses communes, plus d'un million de déplacés internes et 30.000 réfugiés en Angola. Ils constatent aussi la présence massive, incontrôlée et permanente des groupes armés étrangers sur le territoire national semant désolation dans la population locale et constituant pour elle une véritable source d'inquiétude. Il s'agit notamment des rebelles de la LRA, de l'ADF NALU, des combattants sud-soudanais et tant d'autres, comme la présence des éleveurs Mbororo qui se sont installés dans les Provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et d'autres éleveurs « étranges » dans le Tanganyika, le Haut-Lomami, le Kwilu, le Kwango, la Mongala et l'Ituri. Pour les évêques, la gravité et la répétition des faits troublants suivants inquiètent beaucoup : le kidnapping et l'assassinat des enfants, des enlèvements de personnes et des vols à mains armées devenus récurrents, des attaques de paroisses et autres structures de l'Eglise catholique, des évasions apparemment programmées des détenus des prisons de Makala et de Matete à Kinshasa, de Kasangulu, de Kalemie et de Beni. Bref, le pays semble ne pas être gouverné ni avoir une armée et des services de sécurité. Voilà pourquoi les évêques se demandent si tous ces phénomènes n'augurent pas une mise en œuvre du projet de balkanisation du pays.

Du point de vue socio-économique, les évêques disent que la santé économique de notre pays est critique ; elle s'empire au jour le jour. Le taux de croissance ne fait que reculer, la monnaie nationale ne fait que se déprécier face aux devises étrangères à cause du flottement du taux de change. Le climat des affaires est plus que morose et décourage les investisseurs. La corruption, l'évasion fiscale, le détournement de fonds publics ont atteint des proportions inquiétantes à tous les niveaux. Ce qui est grave pour les évêques est le fait qu'un groupe de compatriotes, abusant manifestement de leur pouvoir, s'octroient des avantages économiques faramineux au détriment du bien-être collectif. C'est ainsi que pour la grande majorité de la population congolaise, les conditions de vie sont devenues plus que précaires. En témoignent la sous-alimentation, l'incapacité d'accéder aux soins de santé primaire et à la scolarité, l'accumulation des arriérés de

salaires, l'explosion du chômage des jeunes favorisant la grogne sociale, le banditisme et le recrutement de jeunes dans les innombrables milices. L'approvisionnement en eau et en électricité est devenu irrégulier dans les milieux urbains, tandis que les factures de consommation ne cessent d'augmenter.

Du point de vue ecclésial, les évêques concluent leur message en invitant les chrétiens catholiques et tous les congolais à se mettre debout, à dresser leurs fronts et à prendre le plus bel élan pour bâtir un pays plus beau que celui d'aujourd'hui. Ils les invitent à ne pas céder ni à la peur ni au fatalisme, mais à prendre leur destin en main, parce qu'une minorité des concitoyens a décidé de prendre en otage la vie des millions des congolais. Ils demandent que dans chaque paroisse de tous diocèses le peuple de Dieu, ainsi que les hommes et les femmes de bonne volonté, organisent un moment de prière intense et de jeûne pour la Nation pour disposer tous à rendre plus inventives leur solidarité et leur proximité fraternelle avec les compatriotes vivant dans les zones de conflit.